

8 000 milliards d'euros par an : un rapport révèle le coût des inégalités de genre au travail

13 septembre 2016 – Un an après l'adoption à l'unanimité des Objectifs de développement durable par 193 Etats membres des Nations Unies, ActionAid France publie un rapport sur le coût des inégalités de genre au travail¹. Publié le jour de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies, ce rapport vient souligner l'importance de veiller à ce que la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable fassent véritablement progresser les droits des femmes et combler les écarts de genre au travail.

Des centaines de millions de femmes approvisionnent leur famille en bois de chauffage et en eau, cuisinent, font le ménage et prennent soin des personnes âgées, des enfants et des malades, tout en s'efforçant de gagner leur vie par le biais des emplois les moins bien rémunérés et les plus précaires. Le travail qu'elles accomplissent – au sein et hors du foyer – est indispensable au développement durable et au bien-être de la société. Sans ce travail non rémunéré, l'économie mondiale ne fonctionnerait pas. Pourtant, le travail des femmes reste sous-évalué, en grande partie invisible, et leurs droits souvent bafoués.

Pour rendre compte de l'ampleur des inégalités de genre au travail, ActionAid a calculé leur coût annuel dans les pays du Sud. Le résultat, publié dans le rapport « Le grand écart. Le coût des inégalités de genre au travail » est accablant : plus de 8 000 milliards d'euros, un montant supérieur aux PIB combinés de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne².

« Ce chiffre astronomique illustre combien l'égalité de genre pourrait contribuer à renforcer l'économie dans les pays en développement, en plus de répondre au respect des droits des femmes. S'il prenait en compte le travail non rémunéré de *care*³, dont traite aussi le rapport, le coût serait encore plus important », souligne Mégane Ghorbani, Chargée de mission Droits des femmes chez ActionAid France.

Le rapport souligne également les conséquences humaines des inégalités économiques sur les femmes, notamment les freins aux libertés, la violence ainsi que d'autres formes de discrimination, d'exploitation et d'abus de droits humains.

Alors que les dirigeants du monde entier se réuniront dès demain pour l'Assemblée générale des Nations unies à New York, ActionAid France rappelle que les inégalités au travail ne sont pas une fatalité. L'exploitation du travail des femmes prévaut à cause des idées politiques injustes qui fondent notre économie et parce qu'elle s'enracine dans la discrimination de genre qui opère plus généralement dans la société.

¹ Ce rapport est une version française et éditée du [rapport *Close the gap ! The cost of inequality in women's work*](#) publié en 2015 par ActionAid UK.

² En 2015, le PIB allemand se montrait à 3 356 milliards de dollars US, le PIB français à 2 422 milliards et le PIB du Royaume-Uni à 2 849 milliards. Source : données de la Banque mondiale <http://donnees.banquemondiale.org/pays> (page consultée en juin 2016).

³ Le *care* correspond au travail lié aux soins des autres qui incombe de façon disproportionnée aux femmes.

« Il est grand temps d’agir sur les causes profondes des inégalités économiques imposées aux femmes, en adoptant une approche à visées transformatrices. Le système économique ne peut continuer de se reposer sur l’exploitation du travail des femmes, notamment des plus pauvres. S’il ne veut effectivement ‘laisser personne de côté’, l’Agenda 2030 devra refléter l’instauration d’une économie juste, durable, fondée sur les droits humains et prospère pour tou-te-s », conclut Mégane Ghorbani.

Contact presse

Mégane Ghorbani, Chargée de mission Droits des femmes

Email : m.ghorbani@peuples-solidaires.org

Téléphone : +33 7 82 45 38 31

Notes aux rédactions :

- **Télécharger le rapport [« Le grand écart. Le coût des inégalités de genre au travail »](#)**

Ce rapport s’insère dans le cadre de la campagne [« De l’invisibilité à l’égalité : défendre les droits des femmes au travail »](#) initiée en 2016 par ActionAid France.

- **Méthode de calcul**

ActionAid a estimé la valeur de l’écart entre les salaires gagnés par les femmes et ceux gagnés par les hommes ainsi que celle de l’écart entre leurs taux de participation au marché du travail, et ce dans les pays en développement et à l’échelle mondiale. En d’autres termes, nous avons estimé le revenu additionnel dont disposeraient les femmes si leur salaire et leur taux d’emploi était alignés à ceux des hommes.

Dans notre analyse, nous avons utilisé les données de l’OIT pour montrer que les femmes des pays en développement sont en moyenne payées 14,9 % de moins que les hommes. En outre, nous nous sommes appuyé·e·s sur les données démographiques de la Banque mondiale et des Nations Unies pour calculer que, dans les pays en développement, les femmes sont 36,8 % moins nombreuses que les hommes à occuper un emploi. Sur cette base, ActionAid a pu déterminer que le fait d’éliminer les écarts salariaux entre hommes et femmes dans les pays en développement générerait un montant de 2 000 milliards de dollars US et que l’élimination de l’écart de participation générerait un montant de 6 000 milliards de dollars US. Toutefois, si les deux types d’écarts n’existaient plus, le revenu additionnel s’élèverait à 9 000 milliards de dollars – parce que davantage de femmes seraient employées à un taux de salaire plus élevé.

Cette analyse ne permet pas de modéliser les conséquences qu’une telle égalisation pourrait indéniablement avoir sur les salaires et la participation des hommes.